

Position commune sur les options de financement de REDD+

De nombreux pays en développement continuent de baser les décisions relatives à l'utilisation de leurs forêts sur les revenus potentiels obtenus par leur destruction. La réalité économique est simplement que l'exploitation ou le déboisement peuvent fournir des sources de revenus plus constantes que celles potentiellement générées par la protection des forêts. Il en est ainsi car les forces commerciales actuelles ne reconnaissent pas l'entière valeur des forêts sur pied qui séquestrent le carbone et fournissent un vaste ensemble de services écologiques. Des engagements plus poussés de la part des pays industrialisés et des actions fortes au niveau national lors de la phase après 2012, associés à des efforts solides d'atténuation de REDD+¹ offrent une alternative puissante qui peut modifier les incitations économiques à détruire les forêts tout en contribuant par ailleurs à réduire les émissions mondiales de carbone. Le déboisement et la dégradation détruisent plus de 13 millions d'hectares par an et émettent 15-20% du total des gaz à effet de serre², menacent les moyens d'existence des peuples autochtones et des communautés tributaires des forêts dans le monde entier et nuisent à la biodiversité, aux écosystèmes et aux services écologiques. Si les taux actuels se maintiennent, la grande majorité des forêts tropicales du monde disparaîtra durant ce siècle.

Associer une valeur économique aux forêts sur pied permettra de fournir durablement les incitations économiques nécessaires pour protéger efficacement les forêts tropicales et réduire les émissions dues au déboisement et à la dégradation forestière (REDD), tout en contribuant à l'amélioration des moyens d'existence des populations et au développement durable. Des sources de financement multiples et diversifiées sont nécessaires pour créer des programmes solides de REDD+, en prenant en compte la valeur générée par les forêts par le stockage et la séquestration de carbone. REDD+ aura par ailleurs des avantages supplémentaires dans d'autres domaines tels que l'adaptation, l'apport de services écologiques et la contribution au développement durable. Pour atteindre ces objectifs, il faudra des sources de financement de REDD+, à la fois liées aux marchés et hors marchés. La réussite de la mise en œuvre de REDD+ passera par une combinaison des sources de financement qui pourraient être modelées en fonction de ces objectifs différents mais complémentaires.

En particulier, les marchés peuvent envoyer un message clair aux pays en développement pour qu'ils procèdent aux investissements nécessaires, avec l'appui des pays développés, pour mettre en œuvre les réformes utiles de gouvernance, créer des structures institutionnelles efficaces et trouver des solutions aux causes du déboisement. Ainsi, les marchés qui intègrent le carbone forestier contribueront à des réductions plus importantes des émissions mondiales.

Lors des premières étapes du processus, l'investissement public dans la préparation sera utile au démarrage de REDD+. Ces ressources peuvent être générées de plusieurs manières, notamment à travers des aides officielles au développement, nouvelles et supplémentaires, des impôts et/ou un pourcentage spécifique des revenus de la vente aux enchères des allocations dans un système de quotas (cap-and-trade). Ce type d'apport initial est nécessaire et urgent pour appuyer les activités de préparation telles que la mise en place de réseaux solides et précis de suivi, le renforcement des institutions nationales, l'amélioration de la gouvernance forestière et le développement de programmes visant à canaliser les fonds vers des acteurs locaux qui réduisent le déboisement et la dégradation des forêts. À mesure que les pays se préparent et commencent à exécuter, au niveau local, sous-national et national, des activités réduisant les émissions, il faudra des fonds publics supplémentaires pour financer les activités

¹ Nous appuyons un mécanisme qui englobe la réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation forestière (REDD) ainsi que la réhabilitation, le boisement et le reboisement par des espèces natives et de manière appropriée sur le plan environnemental, la gestion durable des forêts natives et la conservation des stocks de carbone des forêts natives dès le démarrage du mécanisme.

² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2009. Situation des forêts du monde.

préalables, tempérer les risques des premières actions, faciliter l'accès des pays à haut risque aux marchés et catalyser les investissements privés.

Une fois que les pays ont la capacité de générer des réductions d'émissions conformes, l'accès aux marchés offre la source de financement la plus prometteuse. Les approches de REDD+ fondées sur le marché ont le potentiel le plus fort, en particulier à long terme, pour financer à large échelle une réduction importante du déboisement et de la dégradation forestière dans le monde. La certitude liée au marché est nécessaire immédiatement pour motiver les pays à démarrer un renforcement de leurs capacités pour pouvoir fournir des réductions d'émissions mesurables, rapportables et vérifiables (MRV). Les crédits de REDD+ générés grâce à des méthodologies rigoureuses et vérifiables devraient être entièrement remplaçables par des réductions d'émissions obtenues par d'autres secteurs pour que les marchés soient solides. Il faut obtenir des réductions globales et REDD+ peut et doit aider les pays industrialisés à s'attaquer à des objectifs plus ambitieux de réductions d'émissions – des objectifs qui ne peuvent attendre 2020 ou plus tard.

Source	Coût de la réduction du déboisement de 50% (milliards USD/an) ³
Kindermann et al (PNAS, 2008)	\$17,2-28,0
Eliasch Review (2008)	\$17-33
OSIRIS (2009)	\$12,0-\$34,5
Meridian (2009)	\$15-35

Les estimations les plus récentes du coût pour réduire de moitié le déboisement se situent entre 12 et 35 milliards de dollars par an. Si les mécanismes de marché peuvent générer un pourcentage important de cette somme, les sources hors marché devraient fournir au moins 11 à 19 milliards de dollars par an⁴. Ce financement sert à mettre en œuvre les activités de préparation mentionnées ci-dessus, à apporter les fonds préalables pour les premières activités et à amorcer la croissance des investissements privés. Il peut être fourni par des sources publiques ou privées comme les revenus des enchères des unités de quantité attribuées (AAU) dans les pays industrialisés, les contributions volontaires (en plus de l'aide officielle au développement) et/ou les prélèvements (sur les fuels lourds ou les URCE). Les ressources et les financements doivent être suffisants pour remplir l'objectif de diminution de moitié du déboisement d'ici 2020. Un financement dans les valeurs supérieures des intervalles ci-dessus sera ainsi nécessaire.

Comment le financement de REDD est traité actuellement dans le texte du LCA

Le texte actuel du LCA reconnaît la nécessité d'avoir plusieurs sources de financement, liées aux marchés et hors marchés. Le texte divise le financement nécessaire en deux phases distinctes : la phase de préparation et la phase de mise en œuvre effective. Les options de financement de la phase de préparation sont principalement définies comme étant des sources hors marchés ou liées aux marchés. Les options de la phase de mise en œuvre couvrent toute la gamme, des fonds publics (option 1) à l'utilisation des marchés (option 2) à une combinaison de marchés et de fonds (option 3).

La direction que le texte devrait prendre

Les parties devraient limiter les options de financement de REDD+ dans le texte pour définir une approche souple et graduelle, avec un ensemble de sources de financement adaptées aux différentes étapes de la préparation. La phase de préparation est aujourd'hui bien établie dans le texte du LCA et devrait être considérée comme un élément essentiel du financement de REDD+. Il est important de définir plus clairement les sources de financement de cette phase - avec une contribution importante d'aides officielles au développement, nouvelles et

³ Certains chiffres cités ici n'incluent pas les coûts de préparation

⁴ Eliasch 2008.

supplémentaires – y compris l’augmentation du financement dans le cadre des mécanismes existants et les revenus spécifiques provenant des enchères des allocations dans les pays industrialisés. Aujourd’hui, les mécanismes existants tels qu’UN REDD et le FCPF ne disposent pas d’assez d’argent pour faire face à la demande. Le financement de ces mécanismes devrait être augmenté et la coordination entre les mécanismes existants renforcée. Une seconde phase fréquemment discutée dans les propositions de REDD+ porte sur l’accélération des activités de démonstration. Cette phase n’est pas bien élaborée dans le texte mais devrait être intégrée. Le financement de cette étape devrait provenir d’une combinaison de sources liées aux marchés et hors marchés et devrait fournir des fonds suffisants et préalables pour démarrer la mise en œuvre de REDD+. La phase de mise en œuvre effective est bien définie dans le texte, mais il faudrait en préciser et améliorer les termes. L’accès aux marchés pour cette phase doit être établi afin que les pays puissent participer dès qu’ils ont la capacité de générer des réductions d’émissions conformes et vérifiées.